

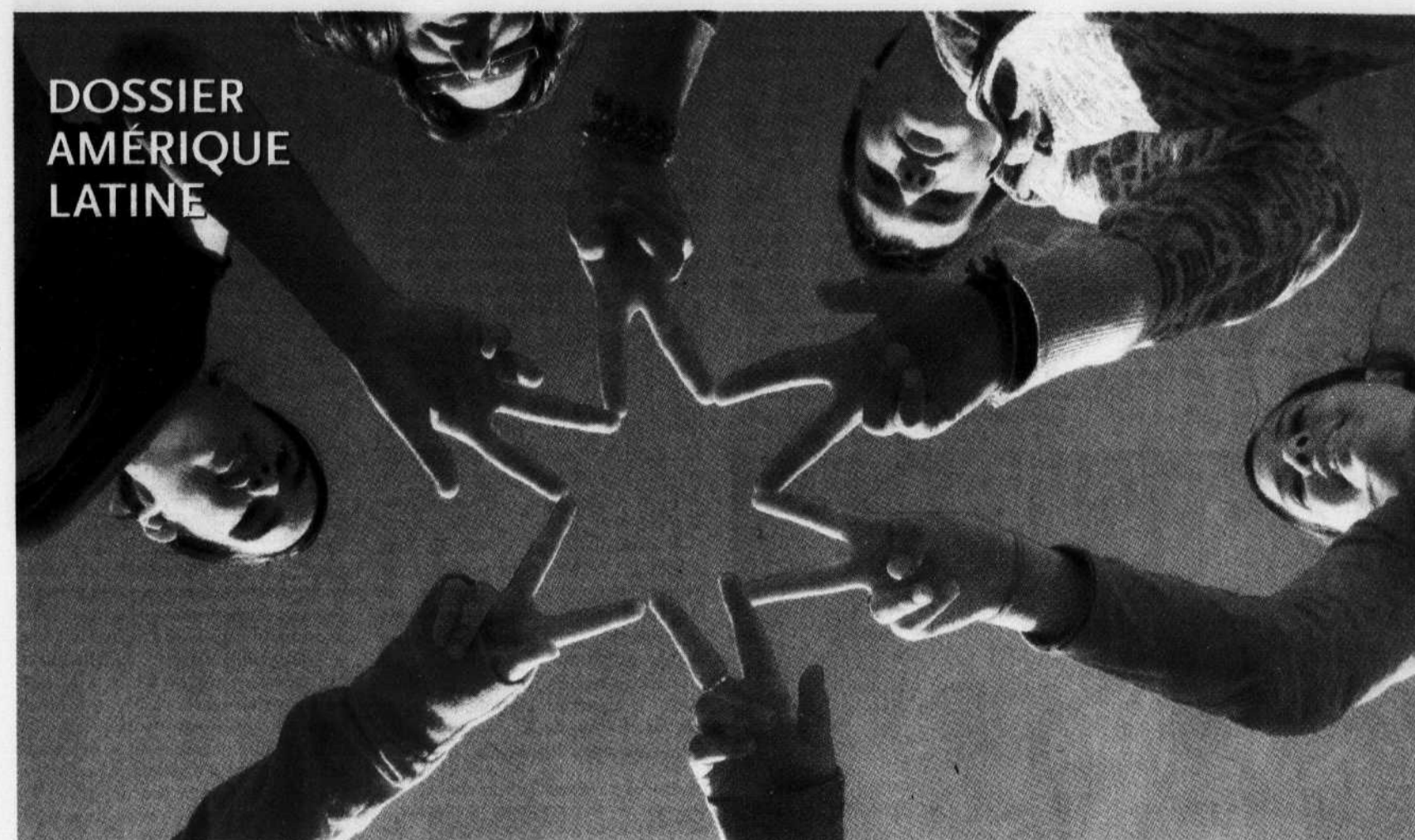
alternatives

LE JOURNAL

VOL.15 NO.4 / DÉCEMBRE 2008

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA



DOSSIER AMÉRIQUE LATINE

Nouvelle gauche et intégration régionale

L'Amérique latine est marquée par la montée de la gauche et par une intégration régionale plus poussée, deux phénomènes conjoints, puisque ce sont les gouvernements progressistes qui ont le plus favorisé l'établissement d'institutions et d'accords communs. L'objectif : enrayer le néolibéralisme et l'influence néfaste des États-Unis.

Une nouvelle gauche s'appuyant sur des mouvements sociaux apparaît. C'est le cas en Bolivie et en Équateur, deux États marqués par de grandes inégalités sociales. Les réformes des présidents charismatiques de ces pays sont compliquées par les impératifs de la démocratie et par l'opposition d'une puissante minorité. Ils ne veulent pas suivre la voie d'une gauche centriste comme au Chili qui échoue à enrayer les maux sociaux. Ces dirigeants très populaires sont toutefois aux prises avec une dangereuse tentation : imposer les changements en bafouant les règles démocratiques.

Des textes d'auteurs brésilien, chilien, équatorien et bolivien alimentent ce dossier sur l'Amérique latine, qui comprend aussi des articles sur l'Amérique centrale, le Mexique et la victoire d'Obama.

Les défis de l'intégration latino-américaine

Démontrant une extraordinaire capacité de récupération, l'Amérique latine s'est transformée. Laboratoire pour les expériences néolibérales durant les années 1980 et 1990, cette région accueille maintenant le plus grand nombre de gouvernements progressistes de son histoire.

EMIR SADER

Deux phénomènes traduisent le fait que l'Amérique du Sud soit devenue le lieu par excellence de la résistance au néolibéralisme. Premièrement, l'élection de gouvernements misant sur des politiques sociales comme celui d'Evo Morales, en Bolivie. Deuxièmement, la poursuite de projets d'intégration régionale par plusieurs États de la région, processus unique puisque mené indépendamment des États-Unis.

L'offensive nord-américaine pour imposer une zone de libre-échange des Amériques a été mise en échec au début de la décennie. Mais deux variantes existent en Amérique latine. D'un côté, les États-Unis ont conclu des ententes de libre-échange bilatérales avec

le Chili, le Mexique (avec l'ALENA), le Pérou et le Costa Rica. De l'autre, un projet d'intégration régionale initié par le Mercosur (fondé par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) et suivi d'initiatives par des pays comme le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur.

La division fondamentale entre les pays du continent s'est faite entre ceux qui ont entériné des traités de libre-commerce avec les États-Unis et ceux qui ont préféré le processus d'intégration régionale. D'un côté, des États qui hypothèquent leur avenir dans une relation fortement inégale avec les Américains;

VOIR PAGE 2 : INTÉGRATION

« Socialisme du XXI^e siècle » en Équateur

Le président de l'Équateur, Rafael Correa, est l'un des leaders de la nouvelle gauche latino-américaine. Il jouit toujours d'une immense popularité, deux ans après son élection en décembre 2006.

JORGE LEON

Le président Correa brouille les limites entre gauche et droite, notamment parce qu'il n'est pas un proche des organisations contestataires, même s'il est devenu leur représentant. Il est, cependant, le fruit de leurs actions qui depuis longtemps ont tenu tête aux réformes axées sur le marché.

Derrière le discours social de Rafael Correa, on peut retrouver la doctrine sociale de l'Église catholique. Fier d'avoir été scout et d'avoir étudié chez les salésiens, le président équatorien a développé son engagement durant sa période universitaire quand il a travaillé pour une mission dans un vil-

lage autochtone. Catholique pratiquant, il rejette l'avortement, mais considère normal que les homosexuels aient le droit de former un couple sans adopter des enfants. D'un premier abord, Correa représente un nouveau mariage gauche-catholicisme. Il défend toutefois clairement un État laïc et il n'a pas de problème à se brouiller avec les évêques qui rejettent ses positions.

La formation de son gouvernement révèle un axe de modernisation et d'engagement social. La moitié des ministres sont des femmes, dont une autochtone. L'un d'eux est noir. Ils sont jeunes et bardés de doctorats, tout comme Correa, docteur en économie de l'Université d'Illinois. Plusieurs membres de son équipe sont écologistes. Ses ministres sont issus de toutes les régions. Ce sont des gens de classes moyennes, non pas de familles aux grands patrimoines ou aristocratiques, sauf exception. Ils incarnent un changement de génération.

Le mouvement politique qui l'a porté au pouvoir, Alianza País (AP), est un regroupement d'organisations sociales et de quelques partis de gauche. Ces organisations contestataires et alterna-

tives s'identifient avec le gouvernement par son discours nationaliste, anti-impérialiste, favorable à la répartition de la richesse et à un rôle central pour l'État.

Actions et politiques publiques

Le gouvernement de Rafael Correa veut réorganiser l'État pour qu'il ait un rôle de régulation et d'intervention significatif. Il s'agit de mettre fin au désordre créé par ce que le président appelle « la longue nuit néolibérale ».

Dans cette vision néokeynésienne, l'État ne doit pas éatiser, sauf exception. Il doit orienter ou inciter par la planification publique. Par exemple, il peut s'engager dans des domaines comme la production d'électricité ou l'extraction de pétrole pour garantir que les services soient rendus à l'ensemble de la population ou pour assurer des rentrées fiscales. Le gouvernement est d'ailleurs très actif. Les travaux publics ont augmenté à un point tel qu'il manque de ciment! Le but à long terme est de renforcer l'économie nationale pour que le pays ne soit plus un simple exportateur

VOIR PAGE 2 : ÉQUATEUR

Fête des morts à Oaxaca : célébration d'un mouvement social bien vivant

Comme chaque début de novembre au Mexique, Oaxaca fête ses morts. Cependant, depuis deux ans, les Oaxaquiniens fêtent de « nouveaux » morts, ceux qui ont été les victimes des manifestations sociales de 2006.

ANNE-SOPHIE MARIE

Dans la rue Alcalá, principale artère du corridor touristique qui conduit jusqu'au Zocalo, est organisé le concours annuel des « autels ». Les étudiants de chaque faculté de l'Université Autonome d'Oaxaca (UABJO) fabriquent de grands autels en effigie des morts. Cette année, à côté des représentations traditionnelles et très colorées de la Catrina, apparaissent des squelettes représentant les militaires de la Police fédérale qui est intervenu à Oaxaca pour mettre fin aux manifestations sociales de 2006. À quelques rues de là, les employés municipaux s'évertuent à effacer les nombreux graffitis qui « salissent » les murs du corridor touristique. La veille, et comme presque tous les autres jours, le groupe des Artistes révolutionnaires d'Oaxaca (ASARO) a en effet tagué le centre historique. Pour leurs auteurs, ces graffitis et stencils constituent leurs nouvelles manifestations sociales, seul moyen de continuer à dénoncer les injustices sociales commises par un gouvernement corrompu.

La majorité des membres d'Asaro sont ou ont été membres de l'Assemblée populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO).

Créée le 17 juin 2006, cette organisation est née d'un regroupement spontané de citoyens ordinaires qui se sont unis aux professeurs grévistes de l'université dans leur lutte contre le gouvernement régional d'Ulyses Ruiz. Cependant, l'APPO devient une organisation de plus en plus politisée et mue par des intérêts divers. Flavio Soza, important actionnaire d'Oaxaca, fut en effet imposé comme leader du mouvement social. Il était soupçonné d'être l'envoyé de deux gouverneurs d'Oaxaca, Diódoro Carrasco et José Murat, ennemis d'Ulyses Ruiz.

Rodrigo Villanueva Melchor, étudiant à l'université, fut de ceux qui défendirent l'enceinte de l'université, devenu fief politique de l'APPO en 2006. Il prit également les commandes de Radio Université, unique voix du mouvement dans un contexte de censure de l'information. Toutefois, comme beaucoup d'autres, il s'avoua aujourd'hui totalement désillusionné par cette organisation : « Plusieurs d'entre nous se sont faits tuer. Nous étions bien innocents, mais on s'en est rendu compte qu'après. En fait, les assemblées de l'APPO n'ont jamais marché. Nous avons été impressionnés par les discours politiques. On nous a parlé de révolution, de communisme. Mais les gens ne se sont jamais exprimés. On ne les a jamais laissés s'exprimer. »

Au fur et à mesure qu'augmenta la violence du conflit, l'APPO perdit chaque fois plus de son soutien populaire. Des jeunes, souvent issus de quartiers pauvres, payés par le gouvernement pour semer la pagaille, ainsi que des guérilleros révolutionnaires venus de nombreux États voisins intégrèrent le mouvement. Armés, ils recoururent à des actions extrêmes, et commirent de nombreux crimes (vols des commerces, viols des femmes, etc.). L'APPO suscita alors la

peur du citoyen ordinaire qui ne souhaitait plus que le retour de la paix sociale. Aujourd'hui, pour une grande partie de la population, les sigles UABJO, APPO et ASARO désignent tous la même réalité : des révolutionnaires, des délinquants et des fauteurs de troubles qui ont rompu la paix sociale et qui sont responsables de la crise économique actuelle.

L'art comme moyen de résistance

Les gens applaudissent. Les trois meilleurs autels aux morts vont être récompensés. Le jury est composé de trois grands peintres d'Oaxaca, également enseignants de la Faculté des Beaux Arts de l'université. Parmi eux figure Raul Herrera, l'initiateur du mouvement ASARO : « Lorsqu'en juillet 2006, mes étudiants sont venus me demander ce qu'ils pouvaient faire pour participer à la lutte, je leur ai conseillé de faire des graffitis. L'art urbain était la seule alternative qui nous restait pour faire face à la répression et à l'absence totale de liberté d'expression. »

Les artistes d'ASARO se réunissent désormais chaque samedi sur une place publique du centre-ville dans ce qu'ils appellent leur « marché culturel » ; ils y organisent des concours de graffitis et autres événements culturels. Les graffitis dénonciateurs sont exposés dans la rue tels des œuvres d'art : caricatures d'Ulyses Ruiz accompagnées de sarcasmes, la vierge Guadalupe érigée en symbole de la répression, un masque à gaz ou un bâillon sur la bouche. « Il ne s'agit pas d'actes de délinquance, mais réellement d'expressions artistiques. Il est important que les jeunes des banlieues d'Oaxaca puissent exprimer leurs revendications sociales », dit Jorge, membre du collectif. Sur la même place publique, à la nuit tombée, le fameux groupe de musique traditionnelle Racine vient chanter la chanson, déjà connue de tous, La



PHOTO : ANNE-SOPHIE MARIE

barricade, en référence aux barricades construites en 2006 pour se défendre contre la police. La jeune chanteuse Bibi commente les origines de la chanson : « Face aux balles et démunis de fusils, nous luttons avec nos jaranas (un dérivé de la guitare baroque). » De leur côté, intellectuels et écrivains d'Oaxaca s'arment désormais de leur plume. Rodrigo Villanueva Melchor et ses compagnons ont créé tout récemment la revue *La Main gauche*, qui tente de comprendre

comment agissent les « institutions de l'ordre ». Depuis quelques mois, les journalistes, écrivains et chercheurs les plus reconnus d'Oaxaca travaillent à la publication d'un recueil d'articles et de photographies témoignant du conflit. Pour le peintre oaxaquénien Ruben Leyva, qui coordonne et finance l'ouvrage, « il est impératif pour nous de remplir ce devoir de mémoire. Les familles des victimes, et toute la société oaxaquénienne, en ont besoin ».

La perte de légitimité de la gauche au Chili

Après 18 ans de gouvernement de centre-gauche, le processus politique chilien cache mal l'immobilisme. Le Chili est encore marqué par l'héritage de Pinochet et par de profondes divisions sociales dans un système politique verrouillé à double tour et un modèle économique néolibéral dont la légitimité est de plus en plus contestée.

MARCELO SOLERVICENS

L'effritement de la participation électorale et de la popularité de la coalition Concertation de partis pour la démocratie (CPD) affecte la classe politique toute entière.

La Concertation est la coalition qui a eu le plus long règne continu de l'histoire du Chili. Fruit de l'union des opposants au régime de Pinochet lors du plébiscite de 1988, elle réunit, entre autres, le centre historique chilien représenté par le Parti démocrate-chrétien (PDC) et les partis survivants de l'Unité populaire de Salvador Allende, dont le Parti socialiste (PS) et le Parti radical social-démocrate (PRSD). La Concertation a exclu le Parti communiste; exclusion imposée par le PDC, qui fut aussi une des conditions du pacte entre la Concertation et les militaires pour le retour d'un gouvernement civil en 1990.

En face, la droite politique, gardienne du modèle et de l'héritage de Pinochet, est réunie dans l'Alliance pour le Chili, composée de l'Union démocrate indépendante (UDI) et de la Renovation nationale (RN). Elle fait office d'opposition éternelle, favorisée par le système électoral. En coulisse, opère le pouvoir institutionnalisé des militaires, des groupes économiques et des partisans de l'ancien dictateur décédé en 2006. C'est un bloc

d'opposition efficace contre les changements souhaités par les gouvernements démocrates chrétiens de Patricio Aylwin (1990-1995) et d'Eduardo Frei (1995-2000), ainsi que par les socialistes Ricardo Lagos (2000-2005) et Michelle Bachelet, actuelle présidente, dont le mandat s'achève en mars 2010.

Les élections municipales du 26 octobre, qui devaient donner le ton à la campagne présidentielle de décembre 2009, n'ont pas donné les résultats escomptés. Pour la première fois, la Concertation s'est présentée en deux listes séparées dont la somme a fait 45 % du vote. Le pacte d'omission entre la Concertation et le Juntos Podemos Más, une coalition de gauche qui regroupe entre autres les communistes et les humanistes, a permis l'élection de certains candidats de gauche. Par contre, pour les élections des maires, la droite a gagné la mairie des plus importantes villes, dont Santiago et Valparaiso. Fait symbolique, la fille de Pinochet s'est fait élire à la municipalité de Vitacura. Près de la moitié de l'électorat ne participe pas aux élections ou rejette le processus électoral. Les aménagements introduits à la constitution de Pinochet, en 1989 et en 2005, sont insuffisants et les partis politiques, de plus en

plus coupés des gens, sont motivés par le clientélisme. Le système politique vit une crise de légitimité semblable à celle vécue par d'autres pays latino-américains. Le pari du pragmatisme vieillit mal.

Néolibéralisme modernisateur en perte de légitimité

Le bilan de 18 années de la gauche sociale-démocrate au Chili est mitigé. Certainement, le gouvernement de la Concertation a réussi le pari de la stabilité, résultante du pragmatisme et de la modernité. Mais il n'a pas réussi à franchir la politique chilienne de l'héritage de Pinochet, à formuler un projet de justice sociale moderne et proprement latino-américain qui dépasse le néolibéralisme. L'abandon d'un projet de développement national le place à contre-courant du reste de la région.

Économiquement, les taux de croissance annuels de 8 à 10 % des années 1990 se sont transformés en taux de 5 % depuis 2004. Après vingt ans de croissance, le modèle économique néolibéral axé sur les exportations et l'ouverture sur le marché mondial s'épuise. L'augmentation de la production traditionnelle du cuivre, aux mains de multinationales, a ramené encore une fois le Chili à sa caractéristique traditionnelle d'économie enclavée.

La diversification des exportations n'a pas eu lieu. L'ouverture de l'économie chilienne s'est traduite par l'augmentation de la propriété étrangère et l'exportation de capitaux. L'exploitation intensive de ressources naturelles a créé des problèmes environnementaux graves et a permis des projets comme la mine Pascua Lama par la minière canadienne Barrick Gold. Le Chili en 2008 est une île néolibérale qui est isolée des processus d'intégration latino-américains.

Le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, le 12^e au monde selon l'ONU. La répartition de la richesse est plus déséquilibrée que dans les années soixante. La privatisation des services de santé et de l'éducation est une réalité au Chili. Les 190 millions de dollars d'épargne des régimes de retraite sont gérés par des compagnies privées. Les gouvernements de la Concertation ont introduit des changements élargissant les services de santé, d'éducation et des régimes de retraite, mais sans transformer la logique néolibérale.

Le tout privé renforce l'individualisme encourageant la concurrence et l'égoïsme social. De plus, l'impunité règne avec l'incapacité de la justice à poursuivre les responsables des violations des droits humains pendant la dictature militaire. L'insuffisante démocratisation de l'appareil étatique s'est traduite par la répression contre le peuple autochtone mapuche, dans le sud du pays, suivant les intérêts des compagnies papétières. Les militants mapuches sont jugés selon la loi antiterroriste héritée de Pinochet. Une situation dénoncée par Amnesty internationale et par le rapporteur sur les droits humains de l'ONU. Le pari de l'humanisation du néolibéralisme par la gauche sociale-démocrate connaît des ratés.

De grandes manifestations ont secoué le Chili cette année en raison de l'introduction d'une nouvelle loi sur l'éducation qui ne répond pas aux demandes liées à l'accessibilité ou à la gratuité. Des centaines d'étudiants et de professeurs ont été arrêtés de force par les autorités policières.



PHOTO: FLICKR / VONBERGEN.NET

La gauche a-t-elle encore un avenir?

Dix-huit années après le retour de la démocratie au Chili, la gauche chilienne ne s'est pas encore reconstruite. Le terrorisme d'État de Pinochet et la crise idéologique résultant de la chute du « socialisme réel » l'ont désarticulée, pendant qu'en Amérique latine sont proposées de nouvelles alternatives « socialistes » et humanistes.

Les gouvernements de la Concertation ont promu le néolibéralisme, malgré deux présidents socialistes. L'élection au parlement de représentants de la gauche qui n'appartiendrait pas à la Concertation est possible, comme une recombinaison de l'alliance traditionnelle du 20^e siècle entre socialiste et communiste. Cependant, l'effritement du vote par l'usure du pouvoir et la peur d'une possible victoire de la droite aux présidentielles de 2009 peuvent favoriser la candidature de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei, et cimenter encore une fois l'alliance démocrate-chrétienne dans la coalition de gouvernement.

Au-delà de cette gauche sociale-démocrate pragmatique existent des initiatives de partis, de mouvements et de groupes de gauche fragmentés ayant des visions partielles. Ces projets donnent peu de résultats. L'émergence d'une nouvelle gauche est possible, mais les alternatives extérieures au système de partis officiels sont quasiment inexistantes.

L'effet principal de la gauche au pouvoir a été de mettre en veilleuse les débats traditionnels de la gauche chilienne et le développement de nouveaux partis. Dans ce cadre, le pari de la gauche chilienne en 1989, de récupérer la démocratie dans le carcan imposé par les militaires, s'est avéré un échec, ou bien une possibilité sans cesse reportée. L'histoire du Chili montre que souvent le déblocage de la gauche peut provenir de l'extérieur. Les effets de la crise économique et les débats de la gauche latino-américaine ouvrent des possibilités intéressantes aux secteurs progressistes chiliens.

L'auteur est politologue.

INTÉGRATION

SUITE DE LA UNE

de l'autre, des pays qui s'appuient mutuellement, qui diversifient leur commerce international au lieu de le concentrer, et qui développent des projets pour étendre leur marché interne.

La présente crise financière montre que des pays comme le Mexique, dont 90 % du commerce extérieur se fait avec les États-Unis, sont beaucoup plus vulnérables à une récession que ceux qui ont augmenté leur commerce régional et renforcé la consommation dans leur marché interne. Ils ont de meilleurs mécanismes de défense pour contrer la récession.

La naissance d'Unasur

La grande nouveauté en Amérique latine – en fait, surtout en Amérique du Sud – c'est l'expansion et la multiplication de projets d'intégration régionale. Le Mercosur, une zone d'intégration commerciale entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, était menacé d'extinction lorsque ces États étaient dirigés par des présidents néolibéraux, comme l'Argentin Carlos Menem et le Brésilien Fernando Henrique Cardoso. Leurs orientations ont mené à des batailles commerciales très dures entre les entreprises de ces deux pays pour le contrôle du marché régional.

Le changement presque simultané à la tête de trois de ces quatre pays a permis d'agrandir le Mercosur avec l'incorporation de la Bolivie, du Venezuela, de l'Équateur. L'objectif n'était pas tant une expansion géographique qu'un moyen pour profiter de l'énorme capacité d'action du gouvernement vénézuélien d'Hugo Chavez. Par la suite, la création de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), dont le traité de fondation a été entériné en mai dernier, a permis d'intégrer formellement tous les pays de l'Amérique du Sud, ce qui représente 381 millions de personnes.

En ce moment, le processus d'intégration au sein de l'Unasur se fait lentement en raison de l'ampleur de la tâche. Par exemple, la création du Conseil sud-américain de défense a dû attendre plusieurs semaines avant que le président colombien, Alvaro Uribe, accepte d'y participer en juillet. Il avait des réticences concernant les objectifs d'empêcher la présence de troupes états-uniennes dans la région et d'interdire éventuellement les bases militaires des États-Unis. Les autres États ont toutefois fait preuve de détermination dans leur volonté de ne plus voir des soldats étrangers fouler le sol des pays membres.

Le processus d'intégration atteint son point le plus avancé avec la mise sur pied en décembre 2007 de la Banque du Sud (Banco del Sur). Même dans sa phase initiale, cette banque construit une architecture financière régionale différente des institutions internationales. La banque a pris forme, même si plusieurs questions ne sont pas réglées, comme l'apport monétaire de chaque pays ou la répartition de leur droit de vote. La crise des ban-

ques nord-américaines pourrait favoriser la position de ceux qui remettent en question les dépôts aux États-Unis, qui offrent un retour marginal. Les taux d'intérêt demandés aux emprunteurs restent à discuter à la Banco del Sur. Certains préconisent des taux subventionnés, avec comme conséquence des pertes de fonds, afin de se différencier radicalement des autres institutions financières, tandis que d'autres proposent des taux correspondant au marché pour que la banque puisse être rentable.

Le projet d'intégration touche aussi aux questions énergétiques. Un projet de gazoduc continental est en discussion. Le gaz du Venezuela serait acheminé à travers le Brésil jusqu'en Bolivie et en Argentine. Le premier tronçon passerait par la forêt amazonienne pour atteindre l'État de Pernambuco dans le nord du Brésil.

Du côté culturel, la station de nouvelles télévisées Telesur est toujours alimentée presque exclusivement par le Venezuela, même si le nombre de canaux retransmis a été augmenté.

Le modèle de l'Alba

En raison de ses visées dans des domaines très divers avec des pays très différents, l'Unasur ne peut pas procéder à une intégration en profondeur. Cette institution rassemble les États qui privilégient une intégration régionale poussée et ceux, plus réticents, qui maintiennent un modèle néolibéral orthodoxe, comme le Pérou, le Chili et la Colombie.

Les États qui prônent une rupture avec le néolibéralisme, comme le Venezuela, la Bolivie ou l'Équateur ou qui, comme c'est le cas de Cuba, n'a jamais adopté ce modèle, se sont donné une autre forme d'intégration plus poussée qui s'appelle l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Cette alliance permet des échanges qui ne répondent pas à la logique du marché. La solidarité et la complémentarité sont ainsi valorisées : chaque pays offre ce qu'il possède et reçoit ce dont il a besoin.

L'ALBA a commencé avec un accord d'échange entre Cuba et le Venezuela qui troque son pétrole sans tenir compte de sa valeur marchande. En retour, Cuba fournit du personnel et un savoir-faire en éducation, en santé et dans les sports. La Bolivie, le Nicaragua et le Honduras se sont joints plus tard au mouvement. Ils développent ainsi ce que le Forum social mondial désigne comme le commerce équitable. C'est de cette initiative qu'est née l'Opération miracle, qui a permis à un million de personnes ayant des problèmes de vision d'être soignées gratuitement dans des hôpitaux cubains, vénézuéliens et boliviens.

De la même manière, l'École latino-américaine de médecine située à Cuba et au Venezuela a déjà formé la première génération de médecins pauvres d'Amérique latine. Par ailleurs, les méthodes cubaines pour combattre l'analphabétisme ont permis au Venezuela de rejoindre Cuba, devenant ainsi le deuxième pays du continent à s'en être libéré. La Bolivie et le Nicaragua progressent dans cette direction.

L'Amérique latine devra définir au cours des prochaines années la physiologie du continent pour la première moitié de ce siècle. Ceci va dépendre de la continuité des gouvernements en place, puisqu'il y aura des élections dans pratiquement tous les pays l'année prochaine, comme en Uruguay, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Salvador et au Chili. La poursuite des orientations actuelles va consolider l'intégration et rendre difficile un renversement des acquis.

L'auteur est secrétaire exécutif du Conseil latino-américain des sciences sociales.

L'AMÉRIQUE LATINE



ÉQUATEUR

SUITE DE LA UNE

de ressources naturelles et devienne énergétiquement autonome d'ici dix ans.

Les politiques sociales demeurent une priorité pour le gouvernement équatorien afin de réduire la pauvreté, améliorer la santé, l'éducation, le logement et l'environnement. Le budget dans ces domaines a presque doublé. Correa a rempli ses promesses grâce aux mirabolants revenus pétroliers. Mais l'augmentation des dépenses prévues, combinée à la chute actuelle du prix du pétrole, remet en question ces généreux plans gouvernementaux.

À bien des égards, ces propositions ressemblent aux projets des années 1970 des militaires nationalistes, modernisateurs à l'époque. Elles ressemblent aussi aux socialismes européens du 19^e siècle en ce qu'elles définissent un cadre général afin que le secteur privé se développe et que les entrepreneurs nationaux acceptent les responsabilités et les normes de l'État en échange d'une reconnaissance de leurs droits.

D'un point de vue politique, Correa a gagné aisément deux référendums depuis son élection en 2006. Le premier pour mettre sur pied une assemblée constituante chargée d'écrire une nouvelle constitution; le second pour approuver la Constitution.

L'appel à une assemblée constituante lui a permis de contourner l'opposition du Congrès et de faire une Constitution qui, en plus d'affirmer de manière inédite un État pluriethnique et pluriethnique, donne plus de pouvoir à l'exécutif. Le but de sa coalition politique est ce qu'il appelle « la révolution citoyenne », qui mettrait de côté les partis et, en principe, établirait une nouvelle éthique publique pour résoudre les grands problèmes du pays avec l'active participation citoyenne.

En créant le Conseil de participation citoyenne et de contrôle social, formé de citoyens indépendants des partis, la nouvelle Constitution a institué un véritable quatrième pouvoir d'État. Ce conseil a reçu des compétences qui étaient autrefois du ressort du législatif. Il pourra même prendre des ini-

tiatives législatives ou avoir un droit de regard sur toutes les activités de l'État. Une compétition entre ce nouveau pouvoir et le législatif est prévisible.

Grâce à la nouvelle Constitution, le président pourra être réélu. En 2009, le pays va élire tous ses représentants à tous les niveaux. On escompte une large victoire du gouvernement et le commencement d'une nouvelle période pour Correa qui veut rester 12 ans au pouvoir.

Premières dissensions au sein de son équipe

Rafael Correa est en froid avec une bonne partie de son mouvement Alianza Pais, notamment avec les écologistes et les autochtones. Il veut exploiter les principales réserves de pétrole dans des zones protégées de l'Amazonie. Correa est aussi devenu le principal allié des compagnies minières, malgré les impacts environnementaux liés à cette industrie. Correa ne lésine sur rien pour renforcer cette économie d'extraction au détriment des autres alternatives, sans doute plus exigeantes et aux résultats non immédiats.

Malgré tout, Rafael Correa reçoit l'approbation de 70 % de la population équatorienne, alors que les présidents antérieurs en obtenaient moins de 30 %. Dans un pays qui, au cours des 12 dernières années, a eu 7 présidents dont 3 démis à la suite de protestations populaires, la frustration et la méfiance politique sont vives. C'est précisément cela qui explique la popularité de Correa, qui promet de l'ordre et du changement avec un discours anti-parti. Selon lui, les partis seraient les responsables des problèmes de l'Équateur.

Fort de la perte de légitimité des partis politiques, Correa fait de la lutte politique un choix entre le bien et le mal. Si on n'est pas avec lui, on est contre lui. Plutôt autoritaire, il ne parvient pas encore à faire une place aux débats propres à la démocratie. Il alimente une polarisation constante contre ses opposants, et dans le plus pur style populiste, il se constitue en leader, en communication directe avec la population, sans la médiation d'une organisation politique. Le gouvernement s'oppose à toute forme de corporatisme, qu'il vienne de la chambre de commerce, d'associations de professionnels, de paysans, d'autochtones, de femmes... L'État, pour Alianza Pais, devrait garantir l'égalité de tous sans privilège pour personne.

Le président veut donner l'image d'un pouvoir intouché parce qu'il dispose de l'appui populaire. Ceci lui donne la légitimité afin de se placer au-dessus de la loi. Dans son entourage, on considère que pour réaliser les changements nécessaires, un pouvoir de ce type est essentiel.

Changement d'époque

La période Correa, c'est la fin du dogmatisme du marché et l'émergence d'une autre époque, qui met en valeur plus de régulation. Ce socialisme du XXI^e siècle, sans filiation idéologique nette, a recours à des valeurs du passé comme la nation ou la religion autant qu'aux idées contemporaines. En faisant de la lutte contre l'inégalité sociale sa priorité, ce socialisme généreux, et sans véritable plan pour répondre à tant de besoins, est invivable sans une économie solide.

L'aspect populiste autoritaire de Correa rappelle un vieux problème en Amérique latine : la difficulté d'intégrer démocratie et changement social. Devant le poids des oligarchies, il y a la tendance à privilégier le poids d'un *caudillo*. Le rapport direct de celui-ci avec la population, en court-circuitant les partis politiques, finit par vider la politique et la convertit au seul choix d'appuyer les causes du leader, alors que les acteurs actifs de la société perdent de leur dynamisme.

L'auteur est analyste politique au Centre de recherche sur les mouvements sociaux de l'Équateur.

HISTORIQUE D'UNE INTÉGRATION LATINO-AMÉRICAIN

1969	Pacte andin
1993	Système d'intégration d'Amérique centrale
1994	Mercosur
2004	ALBA
2005	Telesur
2007	Banco del Sur
2008	Unasur Conseil sud-américain de défense

La Bolivie à l'heure des réformes

« Le problème est que le pays vit une période de réformes... mais tant l'opposition que le gouvernement agissent comme s'ils étaient en face d'une révolution.* »

MANUEL DE LA FUENTE

La Bolivie fait les manchettes depuis quelques années. Premièrement parce que pour la première fois un autochtone, Evo Morales, occupe la présidence. Ce pays a toujours été dominé par les élites blanches ou métissées, malgré la présence de plusieurs autochtones à des postes importants de l'appareil de l'État, tant au niveau national que local depuis la révolution démocratique de 1952.

Deuxièmement parce qu'Evo Morales et son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), ainsi que les mouvements sociaux, les syndicats et les groupes de gauche de différentes tendances proposaient de faire la révolution dans le cadre démocratique bolivien. Une révolution qui remet évidemment en cause non seulement le modèle néolibéral en vigueur dans le pays, mais aussi le système capitaliste; une révolution qui se dresse contre l'état de dépendance de la Bolivie dans l'économie mondialisée; une révolution au visage autochtone qui modifie les relations de pouvoir entre les différents groupes ethniques en donnant la prééminence aux peuples indigènes.

Ce programme a suscité l'enthousiasme de millions de gens habitant la Bolivie, mais aussi à l'étranger, chez ceux qui ont émigré ou parmi les milieux pro-

gressistes. Il a cependant fait peur aux groupes dominants du pays qui ont usé de tous les mécanismes, juridiques ou autres, pour éviter que le changement nuise à leurs intérêts. La confrontation est alors devenue permanente, et les violences politiques spontanées ont coûté la vie à beaucoup de personnes.

Mais peut-on parler de révolution bolivienne?

Quelques exemples nous permettent d'affirmer qu'il n'y a pas révolution et qu'en réalité nous vivons un processus de réformes profondes et nécessaires. Le premier exemple concerne les hydrocarbures. En mai 2006, le gouvernement Morales a annoncé en grandes pompes la nationalisation de l'industrie pétrolière, qui est aux mains de multinationales. L'État a saisi les puits de pétrole et les édifices des entreprises étrangères. Mais après ce coup de force, avant tout médiatique, la nationalisation a montré son vrai visage: une renégociation des contrats avec les compagnies. Ces pourparlers ont permis au pays d'obtenir une plus grande partie des bénéfices de la rente pétrolière, ainsi qu'une participation majoritaire dans le capital de ces entreprises. Dans quelques cas seulement, comme avec les raffineries de Petrobras, l'État a dû acheter l'ensemble des actions parce que la compagnie refusait de s'associer avec la société publique qui a la formidable tâche de diriger les entreprises mixtes qui contrôlent pratiquement la totalité de l'industrie gazière et pétrolière bolivienne. De plus, cette société publique a la gigantesque mission d'industrialiser le secteur du gaz, ce qui est une révolution pour le pays, puisque la Bolivie se caractérise comme exportateur de matière première.

Le second exemple concerne les terres. Une vaste réforme agraire était espérée, mais dans les faits, le gouvernement applique une loi approuvée en 1996 et modifiée en 2006. Cette loi permet une certaine redistribution des terres en expropriant les grands domaines exploités de manière archaïque et les propriétés toujours régies par des relations de servage. Grâce à l'application de la loi, des millions d'hectares ont été octroyés aux autochtones. Mais cela n'a en rien affecté les grands propriétaires de fermes agricoles ou d'élevage qui ont pu justifier la « fonction économique et sociale » de leurs terres. Comme preuve qu'il ne s'agit pas d'une réforme agraire en profondeur, la nouvelle constitution propose que les nouvelles dimensions maximales des propriétés ne soient pas imposées rétroactivement. Ceci veut donc dire que les actuels propriétaires ne verront pas leurs terres amputées.

Un dernier exemple touche l'assemblée constituante qui devait modifier radicalement la place des différents groupes ethniques du pays en donnant une place prépondérante aux peuples indigènes. Cette assemblée, formée pour accoucher d'une nouvelle constitution, était considérée comme étant au-dessus des pouvoirs établis. Boudée par l'opposition, elle a présenté en 2007 un document très polémique. Ce texte fut toutefois modifié par un groupe restreint de gens appartenant au MAS et aux partis d'opposition. 300 des 400 articles de ce projet de constitution ont été changés. Cet accord n'a pas été soumis aux membres de l'assemblée constituante. Il a plutôt été ratifié par le Congrès.

Cette proposition constitutionnelle sera votée par référendum en janvier. Même si elle représente une avancée importan-



PHOTO: FLICKR / OLMOVICH

La Bolivie est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine.

te pour les peuples indigènes, ainsi que pour les droits citoyens, il reste que cela coupe court aux revendications des militants des mouvements sociaux associés aux autochtones. Ceci ne répond pas non plus aux demandes des oppositions régionalistes qui désiraient une « pleine autonomie », c'est-à-dire la majorité des pouvoirs pour les départements qui seraient autonomes après l'approbation de la nouvelle constitution.

Le MAS, qui s'est opposé à plusieurs reprises à l'autonomie départementale et qui a tenté de maintenir la centralisation et le cumul des pouvoirs dans les mains du président, a dû modérer ses ardeurs. Ici, comme dans d'autres dossiers, les choses ne sont pas réglées. Une fois que la constitution sera ratifiée par référendum, une série de lois devront être approuvées pour permettre la mise en œuvre de ses articles. Des luttes entre les centralisateurs et les autonomistes sont de nouveau à prévoir, tout comme des tensions entre les groupes indigènes et les métis.

La révolution proposée par Evo Morales devait se réaliser en démocratie, une

démocratie avec des institutions et des règles que ne facilite pas nécessairement le changement. De plus, le fait que la majeure partie des ministres, des fonctionnaires, des sénateurs et des députés du MAS n'aient aucune expérience dans la gestion de l'État entrave le bon fonctionnement du pouvoir exécutif et législatif, tout comme les actions de l'opposition qui, elle, connaît bien l'État, mais tente de bloquer toute tentative de changement.

Ceci affaiblit les institutions et suscite une polarisation qui pourrait être catastrophique. Il ne reste qu'à espérer que les derniers accords concernant la constitution, conclus par le MAS et l'opposition à l'encontre de leurs factions radicales, ouvrent la voie à un dialogue fructueux et au respect inconditionnel de la démocratie en Bolivie.

* Citation de Marco Aurelio García, conseiller du président brésilien Lula, tirée d'un article de Raúl Zibechi publié dans www.ircamericas.org/esp/5551.

L'auteur est professeur à l'Université San Simon de Cochabamba.

Cuba

La poursuite de la résilience

La Révolution cubaine célébrera son cinquantenaire au début janvier et il n'est pas exagéré d'affirmer que cet anniversaire relève presque du miracle.

SUZY VÉZINA

Pendant près d'un demi-siècle, Cuba aura été la cible d'une invasion avortée, d'un blocus naval, de nombreuses attaques terroristes orchestrées par les États-Unis, ainsi que de deux embargos économiques majeurs, dont le dernier perdure encore aujourd'hui. Elle aura également eu à survivre à l'effondrement de l'URSS, son principal partenaire économique de l'époque.

C'est à la suite de cet événement que Cuba entreprit d'importantes réformes, avec des conséquences qui, encore aujourd'hui, tentent le paysage socio-économique du pays. Avec la chute de l'Union soviétique, Cuba fait face à une crise économique majeure et à de graves pénuries. Le niveau de vie des Cubains chute dramatiquement et la nourriture, l'électricité, le gaz ou les médicaments viennent à manquer. L'économie, exclusivement entre les mains de l'État, est paralysée, ce qui favorise grandement l'émergence d'un marché noir encore actif aujourd'hui. Pour éviter de sombrer, Cuba doit se réinventer.

Au plan strictement économique, les mesures se déploient sur plusieurs axes : expansion du tourisme à grande échelle, investissements afin de stimuler la recherche et le développement de produits pharmaceutiques exportables, alliance et accords avec le Venezuela comprenant l'envoi de main-d'œuvre et d'équipements médicaux en échange de produits pétroliers à prix avantageux, ainsi que le développement et l'exportation de matières premières (nickel, rhum, tabac).

L'entreprise privée et le travail autonome sont autorisés dans certains domaines, tout comme les investissements étrangers et le dollar américain (remplacé en 2004 par un peso convertible d'égale valeur). En d'autres termes, Cuba passe d'une économie planifiée et centrée sur le sucre, à une économie mixte et à une production plus diversifiée, et ce, tout en ne délaissant pas ses acquis sociaux (système de santé et d'éducation gratuit). Ces efforts ont permis à Cuba de résister, mais cette réussite ne va pas sans la création de paradoxes et de déséquilibres toujours présents.

Une société duale?

La coexistence de deux monnaies, un peso fort et un peso faible, s'accompagne insidieusement d'une division au sein de la population. Il y a, d'un côté, ceux qui sont confinés à une économie plus traditionnelle, payés par l'État et donc moins bien nantis et, de l'autre, ceux travaillant dans les secteurs les plus payants, tel le tourisme, ou qui reçoivent de l'argent provenant des familles vivant à l'étranger. Cette nouvelle classe, plus riche, tend à embrasser de plus en plus les idées libérales en matière d'économie. Et parce que le gouvernement peine à combler les carences dans l'infrastructure publique – comme

la pénurie de logements et l'inefficacité du transport en commun — et dans les biens de consommation, il devient particulièrement vulnérable aux critiques qui souhaitent ultimement que Cuba intègre le marché mondial. De plus, il ne faut pas oublier que les succès de l'industrie touristique et, dans une moindre mesure, ceux de la biotechnologie se sont accomplis aux dépens d'un investissement dans des secteurs tout aussi importants, en particulier l'agriculture. En le délaissant, le pays est devenu dépendant de l'extérieur pour se nourrir puisqu'il importe présentement 84 % de son alimentation. Avec la flambée des coûts des denrées alimentaires, le problème devient criant.

Cuba peut compter sur une population en santé, éduquée ainsi que sur une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le hic, c'est que les professionnels sont tentés de quitter leur emploi pour une économie émergente aux salaires et aux conditions plus alléchantes que les leurs. Il importe aussi d'encourager une production intérieure plus variée, notamment sur le plan agricole, et des exportations plus diversifiées. Et pour contrer l'émergence de solutions s'inspirant du néolibéralisme, le secteur public doit être plus attentif aux demandes des citoyens qui réclament plus de transparence et une plus grande participation à la gestion des entreprises d'État.

Raul Castro, qui a succédé officiellement à son frère en février dernier, n'est pas sourd aux demandes du peuple. Dans un discours à la séance d'installation de l'Assemblée nationale, il a reconnu la nécessité d'une réforme économique et d'une rationalisation de la bureaucratie en avançant le « besoin d'une structure plus compacte et fonctionnelle » afin de « concentrer des activités économiques décisives actuellement dispersées dans plusieurs organismes », ce qui rendrait « plus efficace le travail du gouvernement ». Mais il est intraitable sur un point : toute transition devra se faire dans un cadre socialiste et respecter les conditions et caractéristiques intrinsèques du pays. Les dirigeants cubains ont frais en mémoire les conséquences désastreuses de la « thérapie de choc » imposée à l'ex-URSS.

Il y a bien eu une ouverture de la part du régime avec la création de vastes consultations populaires, mais il ne faut pas se leurrer, la légère libéralisation économique permise par l'État ne s'est malheureusement pas doublée d'une égale ouverture politique : le régime est toujours autoritaire, avec un parti unique et une répression de la dissidence politique. Le spectre d'une éventuelle intervention américaine est entretenu par le régime pour verrouiller l'arène politique. L'avenir de Cuba est donc lié à l'attitude des États-Unis envers elle. Lors de la présidentielle américaine, Barack Obama a mentionné vouloir entreprendre des discussions avec le gouvernement cubain et lever les restrictions de voyage et d'envois de fonds. Serait-ce le prélude à un assouplissement de l'embargo?

Ce ne sont pas des lendemains chantant qui attendent les Cubains, même si les affres de la récession des années 1990 sont loin. Cuba a fait montre d'une formidable résilience, il n'est donc pas impossible qu'elle réussisse à contourner les obstacles qui se dressent devant elle aujourd'hui.

Combat de titans pour l'Amérique centrale



PHOTO: THOMAS CHIASSON-LEBEL

L'Union européenne négocie en ce moment un accord d'intégration économique avec l'Amérique centrale. Les liens commerciaux et politiques de l'Amérique centrale sont pourtant davantage tournés vers les États-Unis. Seulement 0,38 % du commerce extérieur de l'Union européenne se fait avec l'Amérique centrale. Pourquoi alors ces pourparlers?

THOMAS CHIASSON-LEBEL

La 5^e rencontre de négociations entre l'Union européenne et l'Amérique centrale pour la conclusion d'un Accord d'association (AdA) s'est tenue à Guatemala en octobre dernier. Bien que les textes en négociation ne soient pas rendus publics, on sait qu'ils abordent trois domaines : le commerce entre les régions, le dialogue politique et la coopération. Tom Kucharz, militant d'un réseau écologiste espagnol a participé au Forum social des Amériques pour renforcer les liens entre les organisations européennes et centraméricaines qui luttent contre l'AdA. Il est bien au fait de la position européenne : « La stratégie de l'Union européenne cherche à conjuguer une politique interne d'abandon des droits sociaux avec une politique agressive vers l'extérieur par la signature de traités commerciaux. Ce qu'ils veulent, c'est prendre une part de marché avec leurs produits qui ont une très grande valeur ajoutée et gagner un meilleur accès aux ressources naturelles dont ils dépendent. Quatre-vingts pour cent des matières premières utilisées en Europe proviennent de l'extérieur. »

Pour ce qui est du dialogue politique, « il a pour objectif de pousser l'Amérique centrale à adopter les points de vue

de l'Union européenne dans les organisations internationales, explique Jorge Coronado de l'Alliance sociale continentale, un réseau panaméricain qui milite contre l'intégration économique néolibérale. Ils veulent qu'à l'ONU ou à l'OMC, l'Amérique centrale soit liée aux positions de l'Europe ». La composante de coopération ne serait, selon lui, que le bonbon donné aux gouvernements centraméricains pour qu'ils se taisent et acceptent l'accord.

La situation actuelle : le DR-CAFTA
Par sa situation géopolitique, l'Amérique centrale est déjà intégrée économiquement aux États-Unis par un accord commercial qui a été ratifié par l'essentiel en 2005, le DR-CAFTA (The Dominican Republic – Central America-United States Free Trade Agreement). Elle représente en Amérique latine le deuxième marché en importance pour les États-Unis après le Mexique. À la façon de l'accord de libre-échange nord-américain, le DR-CAFTA a eu pour effet de libéraliser le commerce international entre les pays signataires.

Sa ratification avait suscité de nombreuses manifestations d'opposition en Amérique centrale, et plusieurs mouvements sociaux en critiquent aujourd'hui les résultats. « Toutes les promesses qui avaient été faites n'ont pas été remplies. Ils ont dit qu'on allait vendre plus aux États-Unis, qu'on allait doubler les exportations. Au contraire, il y a une augmentation impressionnante des importations en provenance des États-Unis. Le déficit commercial s'est creusé de manière significative, affirme Jorge Coronado. L'investissement direct étranger, une autre des promesses, n'est pas venu. Celui qui est venu a été orienté vers l'achat d'entreprises qui existaient déjà. Il n'y a pas eu de création d'emplois », ajoute-t-il. En observant ces résultats, les organisations qui s'opposent à l'AdA craignent qu'une entente avec l'UE ne reproduise les mêmes effets.

Pendant ce temps, à gauche
Les gouvernements de gauche de l'Amérique centrale cherchent aussi à approfondir l'in-

Manifestation devant l'édifice à Guatemala où se déroulaient en octobre des négociations en vue d'un accord entre l'Union européenne et l'Amérique centrale. Les protestataires veulent que l'eau soit exclue de toute entente.

tégration continentale. Depuis 2004, les gouvernements cubains et vénézuéliens s'efforcent de construire un modèle d'intégration alternatif : l'Alternative bolivarienne pour les peuples des Amériques (ALBA). L'ALBA a été lancée comme contrepoint aux projets néolibéraux d'intégration tels que la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui était alors en négociation. Son objectif est de produire une intégration solidaire qui mettrait l'accent sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Plusieurs gouvernements s'y sont joints, dont ceux de la Bolivie et du Nicaragua depuis qu'ils sont dirigés par un gouvernement de gauche. Le gouvernement du Honduras, bien qu'il ne soit pas associé à la gauche, a lui aussi décidé d'entrer dans l'ALBA en août dernier.

L'ALBA est constituée d'une panoplie d'accords dans différents domaines, qui vont de programmes d'échanges étudiants à des traités régulant le commerce international de certaines denrées, notamment par des échanges préférentiels de pétrole vénézuélien contre des médicaments cubains ou du soja bolivien. Bien que l'ALBA soit généralement bien vue par les mouvements sociaux, Mora Millán, une autochtone mapuche de la Patagonie, demeure critique : « Je crois que l'ALBA est un espace intéressant dans lequel nous devons participer pour l'améliorer. Il faut cependant questionner le modèle de développement qu'il prône. Va-t-on continuer à contaminer la terre en extrayant le pétrole et en se promenant en 4 x 4, en augmentant la consommation? Cela ne veut pas dire qu'on est meilleur! » Mora Millán faisait ici allusion à l'importance du pétrole pour l'économie vénézuélienne, qui demeure le point central de l'ALBA.

La Chine négocie avec le Costa Rica
Pendant ce temps, la Chine entame la négociation d'un accord de libre-échange avec le Costa Rica. Un traité de libre-échange entre Taïwan, le Honduras et le Salvador est déjà en vigueur depuis janvier.

Si l'Amérique centrale ne représente ni une grosse économie (moins de 1 % du PIB mondial) ni un gros marché (un peu plus de 1 % de la population mondiale), elle est toutefois située dans le giron des États-Unis. Selon Jorge Coronado, « la multiplication des négociations avec d'autres parties du monde n'est pas un pari commercial. Il est question de la lutte géopolitique entre les États-Unis, l'Europe, la Chine, la Russie et l'Inde qui se battent pour des territoires afin d'agrandir leur marché. On se bat en ce moment pour dominer la cour arrière des États-Unis. »

L'auteur est membre du conseil d'administration d'Alternatives et il a participé à la délégation d'Alternatives qui s'est rendue au Forum social des Amériques en octobre dernier.

BILLETS

La victoire d'Obama fait peur en Israël



Michel Warszawski

Les Israéliens sont peut-être le seul peuple de notre planète à être déçu du résultat des élections américaines, et pas seulement les élites politiques. C'est aussi le seul à regretter George Dabalyou Bush. On racontait d'ailleurs que ce président états-unien aimait beaucoup visiter Israël, car c'était le seul endroit où il se sentait aimé, ou au moins admiré.

Bush, avec son islamophobie congénitale et sa guerre permanente et préventive, était en symbiose totale avec la politique israélienne, et son départ de la Maison-Blanche en fait pleurer plus d'un dans la classe politique israélienne. Malgré la distance prise face au président sortant et son opposition à la guerre en Irak, John McCain avait nettement la préférence des Israéliens : républicain, ancien combattant et, surtout, blanc. Car être Noir, voire Métis, c'est être déjà à moitié Arabe. Quand en plus on a pour second nom Hussein et pour père un musulman, ça commence à inquiéter.

Le mandat du nouveau président états-unien est d'entreprendre un tournant dans la politique interne aussi bien qu'internationale. C'est ce que veulent aussi bien le peuple américain que les élites au pouvoir.

Ce tournant aura évidemment ses limites, celles que fixeront les grandes corporations qui gouvernent les États-Unis. Mais l'idée même d'un tournant provoqué déjà en Israël le début d'un vent de panique. Avec les néoconservateurs au pouvoir, les va-t-en-guerre et autres colons avaient les mains libres pour mener leur offensive coloniale et leurs opérations militaires dans et au-delà des frontières de l'État juif. Par ailleurs, le *business* ne s'était jamais si bien porté, faisant d'Israël un État riche et performant sur le plan commercial et financier. En ce sens, les années Bush ont été l'âge d'or du capitalisme colonial israélien.

Les déclarations scandaleuses de Barack Obama lors de sa visite à Jérusalem prônant la non-partition de la ville n'ont pas réussi à convaincre l'opinion publique qu'on pouvait compter sur lui pour soutenir les revendications annexionnistes de l'État juif. Pire : Obama n'a jamais caché qu'il entendait ouvrir des négociations avec l'Irak et tenter de trouver un terrain d'entente avec la République islamique. On est loin de l'attaque préventive que les néoconservateurs israéliens et américains promettaient de lancer. Car, en ce qui concerne le Moyen-Orient, McCain et Obama, ce n'est pas blanc bonnet et bonnet blanc. Le nouveau président s'est clairement positionné contre l'unilatéralisme des néoconservateurs et contre la stratégie de guerre préventive.

Qu'on ne s'y trompe pas : depuis quatre décennies, toutes les administrations états-uniennes, qu'elles soient démocrates ou républicaines, ont soutenu Israël et ont, l'une après l'autre, renforcé l'alliance stratégique qui les lie à l'État d'Israël. Obama ne fera pas exception. C'est ce que ne cesse de répéter le premier ministre Ehoud Olmert afin de calmer les craintes de l'opinion publique israélienne.

En choisissant un sioniste notoire (et demi-israélien) comme chef de cabinet, Obama vient de donner un premier gage aux Israéliens et à leurs nombreux alliés dans l'opinion publique américaine que l'alliance stratégique ne sera pas remise en question. Gageons que la seconde garantie que va donner la nouvelle administration se concrétisera par un nouvel accord de coopération militaire et beaucoup d'armes. C'est en tout cas ce que le gouvernement israélien exige d'Obama pour faire preuve de ses bonnes intentions. C'est moins que le bombardement de l'Irak, mais c'est tout de même un bon marché.



La bataille de Grant Park

David Homel

Le lendemain des élections américaines, ce n'était pas que le Canada qui avait le mal de bloc, mais quasiment tout l'Occident. Chez nous, le discours de la victoire de Barack Obama depuis Chicago est passé vers minuit. Dans mon salon, j'avais déjà vu des événements majeurs sur ce maudit petit écran – la chute du Mur de Berlin, parmi d'autres. Mais ce soir-là, j'étais prêt à rester debout jusqu'à l'aube pour voir le dénouement de la soirée – la victoire de Barack Obama.

J'ai été le dernier à y croire, malgré tous les sondages. Ayant grandi à Chicago pendant les années 1960, j'ai connu de près les émeutes qui ont suivi l'assassinat de Martin Luther King, et la ségrégation qui coupait les quartiers, dont le mien, en deux. Malgré les résultats affichés à la télé, une partie de moi refusait d'y croire.

Ma joie lors du discours d'Obama était douce-amère, un peu à cause du cadre. Là, je parle de Grant Park, au centre-ville de Chicago. J'ai vu au petit écran le discours, la foule, la protection antiballes qui se voulait discrète. Oui, je pleurais, j'ai été ému par une scène de la vie politique américaine, chose rare dans ce pays qui nous a conditionnés au cynisme depuis un bon bout de temps. L'émotion, mais le souvenir amer aussi.

Car il y a 40 ans et quelques mois, en août 1968, l'herbe de Grant Park ruisselait du sang des manifestants venus de partout aux États-Unis et d'ailleurs (le poète voyou français Jean Genet, important pour le mouvement homosexuel, était venu y faire un tour, accompagné d'Allan Ginsberg) pour protester contre la guerre du Vietnam et pour tenter de changer la position du Parti démocrate concernant cette mésaventure. Réponse des autorités de la ville sous la direction du maire Richard J. Daley : une « émeute policière », c'est le terme de la Commission d'enquête chargée d'évaluer le désastre. Les jeunes manifestants ont été brutalisés par les forces de l'ordre, un des pires épisodes de cette époque qui pourtant n'en manquait pas.

Une autre soirée chaude deux ans plus tard, à l'été 1970, encore à Grant Park : le groupe Sly and the Family Stone, qui devait s'y produire, décommande. Le public ne veut pas se disperser, la police arrive pour faire son travail de nettoyage. Cette fois, les jeunes ne voulaient pas être martyrisés. J'ai pris vingt points de suture au front, mais elles en valaient bien le coup, pour le plaisir de la vengeance et la beauté des voitures de police incendiées. Cette nuit a fini avec la réalisation que ce pays était devenu invivable pour moi.

La soirée des élections n'a pas effacé ces souvenirs, au contraire. Je vivais sur ces deux tableaux en regardant cette fête. Parmi les exclamations – « *L'Amérique a changé!* » –, j'ai tenté de démêler enthousiasme et réalité. Je ne suis pas le seul.

Le discours de Barack Obama avait pour mission de baisser les attentes dès les premiers moments de la victoire. Savamment, il a évité le style exalté du prédicateur Martin Luther King. Au lieu de s'inspirer de l'Ancien Testament, il a raconté une histoire très simple d'une vieille femme qui a voté pour la première fois de sa vie. Tout cela avec une humilité et une maîtrise de soi qui juraient avec l'atmosphère de fête. Obama était quasiment trouble-fête.

Et cela, sciemment. Pour freiner les ardeurs et baisser les attentes. L'homme est conscient de ses limites et des limites des gouvernements en général. Comment croire au poids des gouvernements comparé à l'influence des grandes entreprises, surtout lorsqu'elles sont en état de panique et qu'elles crient à l'aide? C'est comme ça que j'interprète, en partie, la sobriété du discours d'Obama. Il a gagné, oui. La victoire est plus que symbolique, mais le vrai pouvoir se joue ailleurs, dans la faim et le désarroi des capitalistes en déroute.

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Emmanuel Martinez

MONTRÉAL – 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC – 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 26 novembre 2008 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Emmanuel Martinez – COMITÉ DE RÉDACTION : Alain Ambrosi, Pierre Beaudet, Stéphane Corriveau, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Denis McCready, Alexandre Touchette – CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Francis Dupuis-Déri, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warszawski – RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan – INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet – CARICATURE : Boris – RECHERCHE : Alain Ambrosi



BORIS

Opinion

Obama et l'Amérique latine

Selon un sondage de *Latinobarómetro*, trois personnes sur quatre en Amérique latine auraient choisi Obama plutôt que McCain s'ils avaient pu voter aux présidentielles. On a observé la même tendance largement favorable au candidat démocrate en Europe, en Afrique et en Asie. Le phénomène Obama peut se résumer en un mot : espoir.

VICTOR ARMONY

Les attentes sont tellement nombreuses et démesurées – parfois contradictoires – que l'on peut d'ores et déjà anticiper l'ampleur de la désillusion, notamment en Amérique latine. Bush incarne pour la plupart des Latino-Américains – et pas seulement ceux de gauche – tout ce qu'il y a de négatif dans l'image des États-Unis : avidité capitaliste, mépris des plus faibles, militarisme, etc. En revanche Obama représente ce qu'ils admirent chez le peuple américain : capacité de changement collectif, dépassement des clivages raciaux, opportunité de mobilité sociale pour l'individu.

Que peut-on espérer de la future politique américaine vis-à-vis de l'Amérique latine?

Si l'on se fie aux discours électoraux, il y a sans doute place pour l'optimisme. C'est dans une longue allocution prononcée au Sénat en mars 2008 qu'Obama a dressé le portrait le plus détaillé de sa vision pour l'hémisphère Sud. Il y a parlé de « restaurer les liens », de « maintenir notre engagement envers la démocratie, la justice sociale et l'opportunité pour nos voisins du Sud ». Tous les bons mots sont là : partenariat, coopération, convergence, proximité croissante, liens profonds, renouveau. Naturellement, Obama s'est livré dans ce discours à une critique acerbe de l'administration Bush, en évoquant le besoin d'en finir avec « six ans de négligence et de relations malmenées ». Il faisait allusion, bien évidemment, au fait que l'Amérique latine soit tombée très bas dans l'échelle des priorités de la Maison-Blanche après le 11-Septembre. Non seulement Obama proposait de « réaffirmer l'importance de notre relation avec les 500 millions de personnes qui vivent au sud de chez nous », mais aussi de redonner aux États-Unis son « rôle historique de leader dans les Amériques ».

Selon Obama, ce leadership retrouvé devrait se conjuguer à une nouvelle façon d'envisager les rapports avec les pays latino-américains. Washington doit « répondre de manière attentive et respectueuse » aux changements qui ont cours dans le continent. Parmi les objectifs, Obama proposait, entre autres, d'augmenter – quoique sans apporter des chiffres – l'aide pour la lutte contre la pauvreté et les maladies infectieuses, d'élargir la coopération avec le Brésil au chapitre de l'utilisation de l'éthanol comme source d'énergie renouvelable, de transférer des ressources et du savoir-faire pour lutter contre le crime organisé transnational en Amérique centrale, et de travailler à une réforme des lois d'immigration de concert avec le Mexique.

De tels projets ne constituent pas véritablement une déviation significative par rapport à la politique actuelle des États-Unis envers l'Amérique latine. Il faut toutefois remarquer le souhait d'Obama d'inclure les leaders considérés hostiles aux intérêts américains – dont Hugo Chávez – dans un dialogue constructif, et de considérer le tournant à gauche – lorsqu'il s'agit d'une gauche jugée « modérée » et « responsable » – comme un facteur de stabilité démocratique dans la région. Cette attitude semble manifester un plus grand pragmatisme et une meilleure compréhension de la réalité latino-américaine que l'administration Bush. Aussi, la volonté de se distancer des éléments les plus problématiques du gouvernement colombien d'Álvaro Uribe en matière de droits humains peut être vue comme une bonne nouvelle.

Doit-on se réjouir ou craindre cette attention renouvelée envers l'Amérique latine?

De nombreux Latino-Américains sont convaincus que c'est la relative indifférence de la Maison-Blanche à l'égard de la région qui a rendu possible le virage à gauche de quelques pays ces dernières années. On n'a pas encore effacé le souvenir des interventions militaires américaines en Amérique centrale et dans les Caraïbes dans les années 1980. Dans le contexte de la Guerre froide, que ce soit pour contrer le « communisme » ou la « corruption », ces interventions eurent toujours lieu au nom des intérêts suprêmes des États-Unis. On n'a pas non plus oublié la poussée néolibérale des années 1990, dont le « Consensus de Washington » a été l'emblème par excellence. Plusieurs se demandent s'il ne vaut pas mieux rester à l'écart des grands desseins du géant du Nord plutôt qu'en être la cible, même si les intentions sont bonnes ou les déclarations bienveillantes.

Il faut aussi se rappeler que les démocrates sont généralement plus protectionnistes que les républicains, alors que la plupart des pays latino-américains, grands et petits, souhaitent ardemment un accès plus libre au marché nord-américain. D'autre part, les démocrates sont habituellement moins disposés que les républicains à amnistier les immigrants illégaux, un enjeu clef pour le Mexique et l'Amérique centrale. Les plus cyniques noteront que la notion d'« intérêts » (économiques et sécuritaires) est l'un des plus fréquents dans l'allocution d'Obama sur l'Amérique latine au Sénat. Ce qui reflète son approche réaliste des relations internationales (alors que le mot « commerce » y est absent). Ceux-ci ne manqueront pas non plus de signaler que dans l'un des discours les plus importants qu'Obama ait prononcé pour présenter sa conception de la mondialisation, devant le Council of Global Affairs en avril 2007, il n'a mentionné l'Amérique latine que pour évoquer le trafic de drogues et la corruption, deux thèmes au cœur de l'agenda géopolitique de l'administration Bush pour l'hémisphère.

Il est trop tôt pour savoir si la rhétorique d'Obama au sujet d'une nouvelle relation avec l'Amérique latine se concrétisera et si, dans la pratique, l'Amérique latine en sortira fortifiée. Il faudra aussi attendre pour savoir si les Latino-Américains préfèrent l'indifférence de l'« ennemi Bush » ou l'attention de l'« ami Obama ».

L'auteur est directeur de l'Observatoire des Amériques de l'UQAM

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :

JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

Santé mentale au Québec

Quel financement pour les alternatives ?

Lorsque le gouvernement Charest lance, en 2005, son plan d'action en santé mentale, il mise sur la « force des liens » et s'engage à financer adéquatement le milieu communautaire. Trois ans plus tard, alors que Jean Charest déclenche des élections sur fond d'incertitude économique, le financement des groupes communautaires en santé mentale n'est jamais venu et les besoins menacent d'augmenter considérablement.

NORMAND FORGUES-ROY

« Dans un contexte de crise économique, il y a toujours une augmentation de la détresse psychologique », explique Robert Théoret, agent de l'action politique du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ), un des réseaux communautaires en santé mentale de la province.

Or, ces groupes communautaires disent manquer de moyens pour y faire face. Ils soulignent que le gouvernement québécois ne respecte pas ses engagements. En 2005, le gouvernement Charest a présenté un plan qui précise que 10 % des investissements en santé mentale doivent être faits dans le milieu communautaire afin d'alléger le réseau public. Pourtant, selon le gouvernement québécois, seulement 7,2 % des investissements en 2006-2007 vont au milieu communautaire malgré les 10 % prévus dans le plan, et ce niveau est le plus élevé depuis son adoption. Au RRASMQ, on estime qu'il faudrait 35 à 40 millions de dollars supplémentaires pour combler l'écart. « Et même là, ça ne serait pas suffisant », ajoute Robert Théoret.

Une alternative à la psychiatrie traditionnelle

Depuis près de 25 ans, les ressources alternatives en santé mentale offrent une voie de contournement du système psychiatrique traditionnel. Ici, pas de camisole de force, pas de chambre d'isolement, mais des groupes d'entraide et d'écoute. Le RRASMQ estime

que c'est une des raisons pour lesquelles le financement n'est pas au rendez-vous : en visant la prise de parole et de pouvoir par l'utilisateur sur son état, l'approche alternative cherche à modifier les façons de faire en santé mentale. Cette méthode est bien différente de la psychiatrie traditionnelle. « C'est une position par rapport au savoir autoritaire affirmant, moi, le psychiatre, j'ai le savoir, pas toi », explique Hélène Chabot, coordonnatrice d'un centre d'hébergement, la Bouffée d'Air, dans le Bas-St-Laurent. « Nous, on essaie de comprendre ce que vit l'autre », poursuit-elle.

Cette approche passe évidemment par le contrôle du patient sur sa médication. Le RRASMQ a mis au point un programme de gestion autonome des médicaments, où l'utilisateur détermine s'il veut augmenter, diminuer ou cesser sa posologie, toujours dans un processus d'accompagnement et d'écoute. Une approche qui suscite des pressions de la part de médecins. « On se fait dire qu'il y a des questions d'imputabilité. Si un usager se suicide, nous pourrions être tenus responsables », raconte Catherine Ganiwet, directrice du Centre de soir Denise-Massé, situé à Montréal. Malgré les réticences de la psychiatrie traditionnelle, Robert Théoret du RRASMQ défend ce lien de confiance : « Laissons-nous le temps d'être humain. »

Pour les tenants de l'approche alternative, cette prise de pouvoir sur leur vie par les usagers est bénéfique. Gaëtan Perreault, qui fréquente le centre de jour et d'entraide en santé mentale Le Traversier et qui a été interné à trois reprises, est bien d'accord : « Je ne connais aucun usager qui est passé par la psychiatrie et qui veut y retourner. » Pour rejeter le système traditionnel, il mentionne le manque d'écoute du personnel et le sentiment qu'ont les usagers du système d'être ballottés sans pouvoir sur leur vie.

Au sein des ressources alternatives, la méthode privilégiée est celle du groupe d'entraide, auquel est associé un intervenant. Gaëtan Perreault souligne que

- 1 personne sur 5 présente des symptômes de détresse psychologique élevée.
- 1 personne sur 6 souffrira de maladie mentale dans sa vie.
- Près de 50 % des absences en milieu de travail sont liées à la maladie mentale.

Source : Institut de la statistique du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux

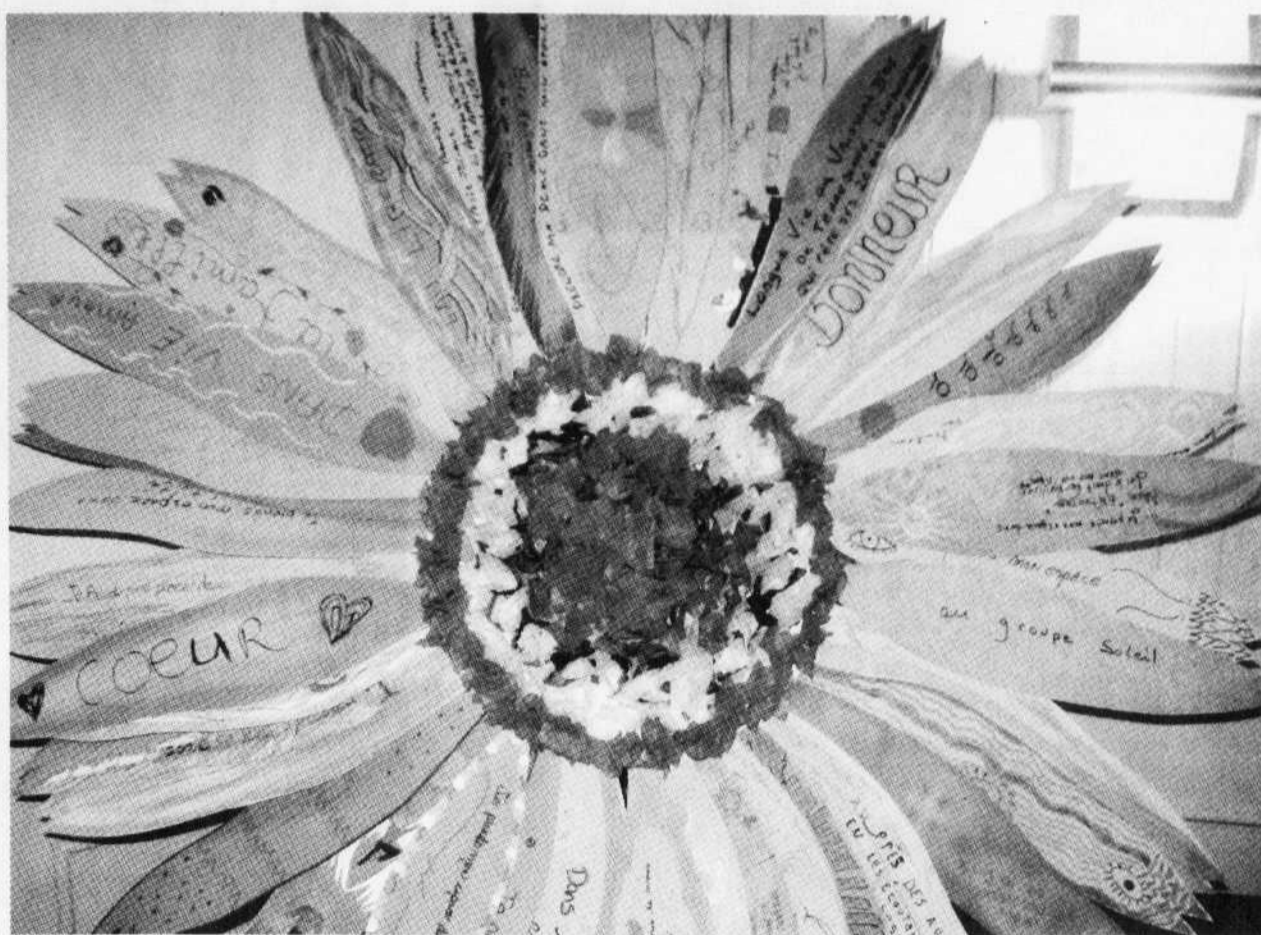


PHOTO : RRASMQ

par la proximité des gens, il se crée une dynamique de soutien dans le groupe. Quand la dynamique s'est bien installée, que le groupe parvient à maturité, l'intervenant cesse d'être nécessaire. Il a recours à une métaphore pour illustrer cette situation où les participants parviennent à s'affranchir de l'autorité médicale : « En santé mentale, on pense souvent aux souris qui dansent quand le chat n'est pas là, mais dans un groupe mature, les souris ne dansent pas quand le chat n'est pas là. » Hélène Chabot de la Bouffée d'air renchérit : « Lorsqu'un groupe est sain, l'effet thérapeutique est multiplié par 100. »

L'approche alternative commence, petit à petit, à faire son chemin dans le réseau public. Catherine Ganiwet estime que des gens du réseau public adoptent cette philosophie, malgré les résistances. L'embauche de gens issus du communautaire dans le réseau public et davantage de contacts et de collaboration entre les deux secteurs permettent cette percée. Il n'y avait presque rien quand les ressources alternatives ont commencé à apparaître il y a 25 ans. Maintenant, chaque CLSC collabore avec au moins une ressource alternative.

ORGANISATION DES SOINS

Les soins en santé mentale sont organisés en trois lignes. La première étant les services à la communauté, le communautaire, les médecins de famille et les CLSC qui identifient les problèmes et s'efforcent de les régler. Sur la deuxième ligne, on trouve les soins dispensés en milieu hospitaliers et par le milieu psychiatrique. La troisième ligne correspond aux services surspécialisés (soins complexes qui concernent par exemple les malades réfractaires aux traitements, les troubles sexuels ou psychotiques graves ou, encore, l'évaluation de détenus).

Une question de société

Avec leur approche, les ressources alternatives cherchent à régler le problème de la santé mentale dans une perspective de vie en société. Les problèmes du malade sont en partie liés à ses difficultés d'interactions avec d'autres personnes. La socialisation est parfois négligée par la psychiatrie, même si cela n'a pas toujours été le cas. Dans les années

Pour les personnes atteintes de maladie mentale, l'art est un moyen de s'exprimer et de socialiser.

1980, il y avait un discours sur les causes de la santé mentale, dans lequel le contexte était pris en considération. Par contre, depuis 10 ans, le milieu médical s'est recentré sur des résultats. Les médicaments prennent le dessus, poussés par des impératifs économiques et politiques. « Du côté public, on est dans une logique de recettes miracles », affirme Robert Théoret.

Dans un contexte où l'approche biomédicale domine, avec des psychiatres qui ont le dernier mot et un milieu communautaire sollicité pour offrir ses services sans recevoir l'aide financière nécessaire, la situation des gens aux prises avec des troubles de santé mentale pourrait s'aggraver. Les usagers des ressources alternatives sont de plus en plus cultivés et éduqués, signe que les problèmes de santé mentale s'étendent, ce qui pousse Robert Théoret du RRASMQ à se questionner : « Qu'est-ce qu'on se prépare comme société en termes de santé mentale ? »

Quand les femmes font barrage à la technoviolence

La technologie peut être employée afin de multiplier les menaces à l'égard des femmes. Voyeurisme numérique ou cyberharcèlement sont des exemples de banalisation de la violence à l'égard des femmes dans le cyberspace.

VALÉRIE FOURNIER L'HEUREUX

Autre fait inquiétant, des auteurs de violence domestique maîtrisant la technologie vont jusqu'à se servir de logiciels espions et de systèmes de positionnement géographique (GPS) pour suivre et contrôler les déplacements de leurs victimes.

La mouvance masculiniste, aux rangs peu garnis, mais fort actifs sur le Web, est un autre sujet de préoccupation. Ces antiféministes, au nom de la défense des droits des hommes et des pères, « font une campagne de désinformation et de propagande contre les services aux femmes et aux enfants violents », rapporte Manon Monastesse, directrice de la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec. « Les individus membres de ces réseaux vont sur des forums et débarquent dans les événements des centres d'hébergement, apparemment dans l'objectif d'intimider et de harceler les femmes. »

Se réapproprier la technologie pour en finir avec la violence

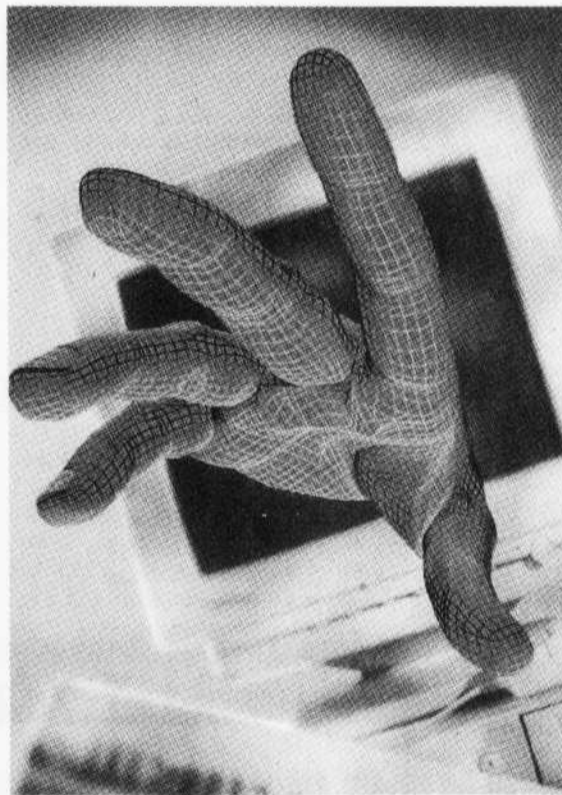
Les technologies peuvent aussi servir à enrayer la violence à l'égard des femmes. « Plusieurs ressources sont mises à leur disposition sur le Web », rappelle M^{me} Monastesse. De manière plus proactive, les femmes peuvent se réapproprier les technologies afin d'inverser la tendance actuelle.

En Afrique du Sud, par exemple, des femmes victimes de violence acquièrent des compétences dans la réalisation de récits numériques, audio ou vidéo, pour partager leurs expériences. Comme l'a affirmé lors d'un récent passage à Montréal Amy Goodman, grosse pointure du journalisme alternatif nord-américain, « il n'y a rien de plus puissant que de permettre aux gens de parler pour eux-mêmes, de raconter leur propre histoire ». Pour Frédéric Dubois, chargé du projet Parole citoyenne à l'Office national du film, « ce n'est pas de la théorie, ni de l'idéologie, ni de l'interprétation : on part plutôt d'expériences personnelles pour faire bouger les choses. J'y vois personnellement un potentiel de changement social ».

Les femmes s'expriment au sujet de la violence à leur égard dans les forums, blogs et autres espaces de délibération virtuels traditionnellement dominés par les hommes. Elles font en sorte que la violence à l'égard des femmes et ses thématiques associées (crime d'honneur, viol, harcèlement sexuel, violence domestique) ne soient plus tabous. « Il ne faut toutefois pas tomber dans le piège de voir les femmes comme un bloc monolithique, et que la perspective de certaines d'entre elles enterre celles des autres, plus marginalisées », soutient Nicole Nepton, éditrice et animatrice de Cybersolidaires.org.

Des initiatives qui fonctionnent

Les technologies émergentes ont aussi permis de lancer plusieurs initiatives



de réappropriation à travers le monde. Dans l'État du Nouveau-Mexique, aux États-Unis, des procès virtuels sur la violence domestique aident les juges de première instance ainsi que le personnel des tribunaux à en apprendre davantage sur cette problématique. Le site Internet du Centre d'éducation judiciaire de la capitale de cet État met en ligne des cas de jurisprudence afin que le pouvoir judiciaire puisse comparer ses décisions avec celles de ses collègues.

L'internet, bien employé, favorise le rapprochement de réseaux et d'organisations de femmes. C'est le cas de la campagne numérique Tech sans violence, qui a lieu annuellement du 25 novembre au 10 décembre. Initiée en 2006 par l'Association pour le progrès

des communications, elle propose des actions afin de lutter contre la violence basée sur le genre. L'année dernière, des organisations féministes québécoises et des personnes dévouées ont mis la main à la pâte. « On avait tout ce que ça prenait ici au Québec pour faire la campagne en français de manière autonome. Le milieu féministe au Québec est très dynamique et fait déjà bon usage des technologies : pensons à Communautaire, Cybersolidaires et au Studio XX, un centre féministe de ressources numériques situé à Montréal », explique Frédéric Dubois.

Tech sans violence regorge cette année d'actions. L'une d'elles est la soirée violence 2.0, un événement sous forme d'émission d'affaires publiques portant sur les aspects positifs et négatifs de la technologie en rapport à la violence à l'égard des femmes. « Ce qui compte pour nous, c'est de faire les liens entre les technologies que les gens utilisent et les violences faites aux femmes », explique Nicole Nepton. « On parle très peu de tout ceci alors que ces technologies font partie de nos vies. Ce que nous souhaitons surtout, c'est encourager les femmes à se les approprier », conclut-elle.

Pour en savoir davantage : <http://www.techsansviolence.net>

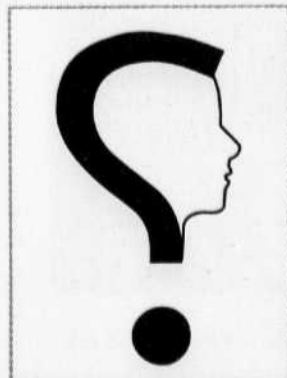
Soirée Violence 2.0 : mardi 2 décembre à 19 h chez Alternatives, 3720, avenue du Parc, bureau 200.

Vous avez un poste à combler au sein de votre entreprise?

Le service d'employabilité d'Alternatives peut vous proposer des candidats adaptés à vos exigences, pour une période allant jusqu'à six mois, avec une subvention salariale.

INFORMATIONS : KHADIJA MOUNIB :

514-982-6606 POSTE 2238 KHADIJAM@ALTERNATIVES.CA



Cherchons histoire exceptionnelle

Vous connaissez une personne extraordinaire qui entreprend un projet difficile? Un groupe de citoyens qui se lancent dans une bataille inusitée pour leurs droits? En somme, une histoire exceptionnelle qui ferait un bon sujet pour un film documentaire? Allez voir sur le www.socialdoc.net/histoire ou appelez Marie-Ève au 514-369-7898



DOCUMENTAIRES

La Bataille de Rabaska

De Magnus Isacson et Martin Duckworth. Dès le 5 décembre, aux cinémas ONF à Montréal et Cartier à Québec.

La bataille de Rabaska, c'est l'histoire de la résistance d'un groupe de résidents au projet de construction d'un port méthanier dans la région de Québec. Des gens qui deviennent militants par la force des événements. Le film documente leurs efforts pour empêcher le projet industriel sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent.

Entre 2004 et 2008, les documentaristes ont suivi la bataille d'un groupe de citoyens farouchement opposés au mégaprojet : assemblées de mobilisation, réunions du conseil municipal, occupation des bureaux de la chambre de commerce. Les citoyens militent pour faire entendre leur voix contre le puissant lobby des promoteurs et de l'industrie énergétique.

Les enjeux sont énormes. Les promoteurs promettent des centaines d'emplois et des retombées économiques faramineuses. Les autorités municipales, les responsables de la chambre de commerce et des représentants de la FTQ sont favorables. Les résidents veulent préserver l'intégrité de leur environnement, et s'inquiètent pour leur santé et des risques d'accident.

En plus de traiter d'environnement, le film soulève la question du respect de la volonté populaire et de la démocratie. Malgré une résistance tenace, les résidents doivent composer avec les stratégies des représentants municipaux déterminés à étouffer leur opposition au projet. Les événements relatés dans le film jettent une lumière convaincante sur les limites de l'action citoyenne.

En dépit de tous leurs efforts, les résidents militants doivent baisser les bras. Le gouvernement du Québec a donné le feu vert au projet en octobre 2007. Malgré un ultime recours devant l'UNESCO, le début des travaux est prévu pour 2010. En évaluant le poids de la mobilisation citoyenne contre celui des ténors de l'industrie, les cinéastes tracent un portrait touchant du visage des militants et des enjeux environnementaux québécois.

FRÉDÉRIC TOWNER-SARULT

Hier encore, je t'espérais toujours

De Catherine Veaux-Logeat. Dès le 28 novembre au cinéma Ex-Centris.

Ce documentaire touchant porte sur un amour qui vit toujours malgré la mort, et le vide ressenti lorsqu'un proche disparaît. Cette histoire, c'est celle de la Française Nadine Bari, dont le mari guinéen a été enlevé et abattu par le régime de Sékou Touré. Ces faits, Nadine Bari ne les apprend qu'au fur et à mesure de ses travaux d'investigation auprès des autorités françaises et guinéennes, ainsi que des ordres religieux et des ONG. En tout, une trentaine d'années de recherche sont nécessaires pour qu'elle apprenne la vérité. Un long parcours qui se résume par un beau proverbe peul mentionné dans le film : « Entends ce que je dis, comprends ce que je n'ai pas dit. »

Madame Bari fonde, avec dix autres Françaises dans la même situation qu'elle, l'Association des familles de prisonniers politiques de Guinée. Ses efforts la mènent à rencontrer l'ambassadeur français André Lewin qui entre en poste en 1975 à la suite de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. C'est cet homme qui, inspiré par Nadine Bari, va déposer un texte à l'ONU servant de base à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Cette convention a été signée en 2007 par 55 pays, mais la Guinée a refusé de la ratifier.

La ténacité de Nadine Bari lui permet d'obtenir une rencontre avec le dictateur Sékou Touré en visite officielle à Paris en 1982. La veille de cet entretien, dans une entrevue télévisée à une chaîne française, le président de Guinée reconnaît pour la première fois que les disparus sont morts. Le lendemain, Nadine Bari pose un geste qui la rendra célèbre en Guinée : elle refuse de serrer la main du dictateur.

La photographie de ce film sur la Guinée est magnifique. Le montage est habile : on passe d'images de Nadine Bari dans le pays où elle vit aujourd'hui à des documents d'archives qui nous replongent dans les années 1960 et 1970. Ce pays l'habite. Et son amour pour son mari survit. Elle confie que son souvenir disparaît lentement : « J'ai oublié sa voix, mais pas sa peau. »

EMMANUEL MARTINEZ



LIVRE

La Via Campesina. Une réponse paysanne à la crise alimentaire

Annette Aurélie Desmarais, éditions Écosociété, 2008, 316 page.

Ce livre parle de la naissance et du développement de l'organisation Via Campesina et du contexte politique et agricole qui l'entoure. L'auteure, qui enseigne à l'Université de Regina, a été conseillère technique auprès de Via Campesina dès sa fondation en 1993 et a pratiqué l'agriculture pendant 14 ans en Saskatchewan.

Via Campesina regroupe des associations de paysans, de femmes du milieu rural, d'ouvriers agricoles et d'autochtones de tous les continents. Au total, 149 organisations de 56 pays en font partie.

La mise sur pied de Via Campesina s'inscrivait dans le cadre de négociations commerciales qui avaient lieu à l'époque, afin de libéraliser l'agriculture. Les paysans du monde entier étaient exclus de ces pourparlers. Ils sentaient alors le besoin de s'organiser à l'échelle internationale pour contrer l'avancée des grandes entreprises agro-industrielles aidées par les tenants du néolibéralisme comme l'Organisation mondiale du commerce.

L'auteure explique bien la marginalisation progressive des agriculteurs. Comme l'affirme une citation du livre, « il y a toujours eu des paysans. Ce qui n'existait pas avant, ce sont les investisseurs, les industriels, les partis politiques ». Les paysans qui contrôlaient tous les aspects de leur production et une bonne partie de leur mise en marché ont été peu à peu dépossédés. Ils dépendent du bon vouloir de multinationales pour les engrais, ils sont attachés à des contrats d'approvisionnement par des distributeurs, leurs semences sont brevetées, etc. Le résultat est que malgré les progrès technologiques les paysans s'appauvrissent.

De là donc la réponse de Via Campesina : défendre une agriculture à visage humain avec le paysan au cœur de la prise de décision. Elle fait la promotion du concept de souveraineté alimentaire qui s'organise autour d'une production vivrière variée; des prix décents; une régulation de la production sur le marché intérieur; une suppression de toutes les aides à l'exportation et le respect de l'environnement.

En ralliant des paysans de toute la planète dans un projet commun, Via Campesina est devenue un acteur important sur la scène internationale. Même si la tâche pour influencer les États demeure énorme, un but fondamental a été atteint : mondialiser une autre vision du monde!

EMMANUEL MARTINEZ

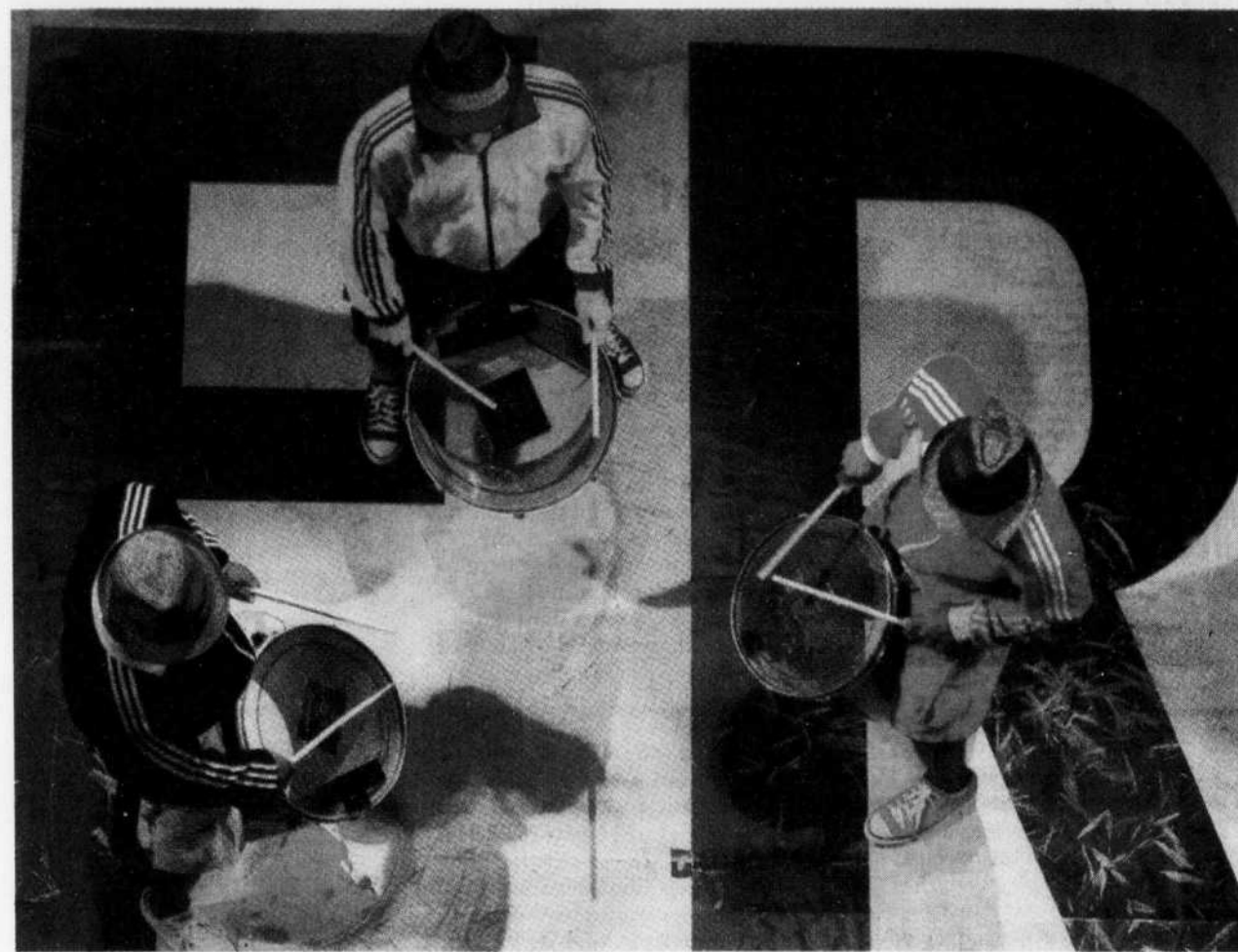
Grupo Cultural AfroReggae
Une arme d'implication massive

PHOTO STEFF LANGLEY

Confronté au trafic de la drogue et à la violence endémique dans la favela brésilienne de Vigário Geral où il résidait, à Sao Paulo, José Junior a pris au mot le dicton populaire voulant que la musique adoucisse les mœurs. En 1993, il met sur pieds le Grupo Cultural AfroReggae. Quinze ans plus tard cette ONG est présente dans quatre favelas, coordonne plus de 70 projets au Brésil et ailleurs, et encadre 14 groupes artistiques affiliés.

BENOÎTE LABROSSE

Le Grupo Cultural AfroReggae (GCAR) a bien modestement commencé ses activités grâce à un journal dont l'objectif était de valoriser auprès des jeunes afro-brésiliens la culture musicale dite noire — le reggae, le soul et le hip-hop. Cette publication cristallise la mission d'AfroReggae : « Promouvoir l'inclusion et la justice sociale, en utilisant l'art, la culture afro-brésilienne et l'éducation comme outil dans la création de ponts unissant les différences et servant de fondation pour la durabilité de l'exercice de la citoyenneté. », selon son site Web.

Malheureusement, le fondateur réalise rapidement que le journal ne permet pas aux jeunes habitants de la favela de s'engager directement. C'est pourquoi le GCAR inaugure un premier centre communautaire culturel chargé de proposer des ateliers en tout genre, de la danse au recyclage des déchets en passant par la percussion, le théâtre et la capoeira. C'est l'inauguration d'un second centre culturel en 1997, qui véritablement assoie la crédibilité de l'organisme dans la capitale brésilienne. En plus des nombreux ateliers, GCAR offre un programme qui per-

met à des enfants d'âge préscolaire de la favela de participer à des activités de socialisation et d'alphabétisation leur garantissant ensuite une place à l'école municipale.

Plus qu'un outil de lutte contre la pauvreté, le GCAR « veut être perçu comme une organisation qui lutte pour la transformation sociale à travers la réalisation de rêves réveillant le potentiel ainsi que l'auto-estime des couches populaires ». C'est pourquoi une grande part de son action est centrée sur les arts et la culture, et plus particulièrement sur la musique. L'ONG dirige la carrière de quatre groupes professionnels, dont le plus connu est la Banda Afro Reggae. Ce groupe a même enregistré un album en 1998, *Nova Cara*, sous l'étiquette Universal Studios, devenant le premier groupe brésilien, issu d'un projet social, à travailler avec une étiquette de cette envergure.

Depuis, le GCAR a fondé sa propre maison de production. En plus de collaborer au rayonnement des groupes d'artistes soutenus par les différents projets de l'ONG, elle y réinvestit une bonne partie de ses profits. « À l'inverse de la trajectoire naturelle du marché, où les grandes entreprises créent des institutions ou des fondations pour appuyer les projets culturels ou sociaux, nous sommes une organisation qui a créé une entreprise pour appuyer notre travail social », s'enorgueillit d'ailleurs le GCAR.

Depuis un peu plus d'un an, l'organisme travaille également à accroître la diffusion des œuvres de ses protégés grâce à une station de radio communautaire en ligne. Cette première radio Internet, retransmise en direct d'une favela, est entièrement produite par ses jeunes résidents qui y diffusent la musique des groupes affiliés au GCAR, mais aussi d'artistes brésiliens et internationaux.

Elle sert également de radio-école aux élèves de la toute nouvelle École de radio et de multimédia qui y est rattachée. La formation gratuite de six mois apprend aux étudiants les rudiments de l'écriture, la prise de son, l'animation et la production radio, mais aussi la mise en ligne de sites Internet, de photos et de vidéos.

Mais il n'y a pas que les apprentis musiciens ou communicateurs qui trouvent leur compte chez GCAR. Depuis 1996, les amateurs de cirque peuvent s'intégrer à une troupe qui forme jongleurs, trapézistes, acrobates et autres clowns en collaboration avec Cirque du monde. Les comédiens en herbe ont quant à eux accès à une compagnie théâtrale qui tente de faire passer des messages sur les soins de santé aux communautés des favelas par le biais de l'humour.

Étendre son succès à la planète... et aux salles de classe

Au-delà de son succès brésilien, le Grupo Cultural AfroReggae s'est bâti une réputation internationale enviable. Il collabore notamment à l'ONG britannique Favela to the World. Ce partenariat soutient depuis sept ans des projets dans les quartiers défavorisés de Londres, Manchester et Newcastle. Il a fait sienne la philosophie de GCAR, comme en témoigne son slogan « Culture is our weapon! » (la culture est notre arme!).

Il n'y a pas que les Londoniens qui trouvent l'histoire du GCAR inspirante. Les cinéastes Jeff Zimbalist et Matt Mochary ont été si impressionnés par le travail accompli par José Junior et sa bande qu'ils ont décidé de leur dédier un documentaire, *Favela Rising*. « Ce documentaire illustre comment les jeunes ont la capacité de changer positivement leur propre situation quand ils ont l'appui de la communauté », résume Jeff Zimbalist. Sorti en 2005, le film tourné en portugais a depuis récolté une trentaine de prix dans le cadre de festivals internationaux et nationaux dont ceux de Sydney, New York et Vancouver.

Des étudiants de l'Université Columbia (New York) en ont même fait le fondement d'un programme de cinq leçons destiné à faire comprendre aux élèves des écoles secondaires américaines « le pouvoir de la communauté à s'attaquer aux problèmes locaux ». Cette approche ne pourrait-elle pas avoir du succès de ce côté-ci de la frontière?

La radio d'AfroReggae : www.afroreggaedigital.com/indexEng.htm

ALTERNATIVES EN ACTION

UN PROJET ÉCOLOGIQUE À CUBA

En partenariat avec un institut de recherche cubain, Alternatives a favorisé l'installation de biodigesteurs qui recyclent le lisier de porcs dans trois régions du pays. Ce projet règle des problèmes écologiques et sanitaires, tout en améliorant les conditions de vie des paysans par la production de biogaz servant à des fins domestiques.

Les biodigesteurs permettent de recycler des résidus porcins nocifs, d'offrir une alternative énergétique pour la cuisson d'aliments et de produire des fertilisants biologiques qui augmentent la richesse des sols sans contamination chimique.

Alternatives travaille depuis plus de dix ans à Cuba.

Alternatives est une ONG qui a des projets au Canada et ailleurs dans les Amériques, au Proche-Orient, en Asie et en Afrique.

Alternatives défend la démocratie citoyenne, la justice sociale, l'égalité entre les pays du Nord et du Sud, et la protection de l'environnement.

Alternatives
... pour un monde différent

Pour obtenir plus d'information ou pour faire un don : 514 982 6606 ou www.alternatives.ca

